



L'aide active Ã mourir, c'est pour bientÃt ?

Description

Chaque annÃ©e, l'ADMD, Association pour le Droit de Mourir dans la DignitÃ©, tient son assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale Ã l'automne, dans une grande ville de France. L'an dernier, c'Ã©tait Ã Nantes, en 2023 ce sera Ã Valence mais cette annÃ©e, c'Ã©tait Ã Rouen, au Kindarena le 24 septembre dernier. Martine, adhÃ©rente de l'association depuis plus de 13 ans, Ã©tait prÃ©sente.

Par Martine Lelait

C'Ã©tait une 42Ã¨me assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale. C'est dire si le sujet n'avance pas vite ! 42 ans que l'association, forte aujourd'hui de prÃ¨s de 76â€™000 adhÃ©rents, milite pour le droit de mourir dans la dignitÃ©, pour que chacun puisse choisir les conditions de sa propre fin de vie. (Il y a lÃ un point essentiel, il ne s'agit pas de dÃ©cider de la fin de vie en gÃ©nÃ©ral, surtout pas de la fin de vie des autres, mais de la sienne propre, dans le respect des libertÃ©s individuelles).

Si la matinÃ©e du 24 septembre a Ã©tÃ© consacrÃ©e Ã l'assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale, et aux rapports statutaires, l'aprÃ©s-midi Ã©tait ouvert au grand public avec des discours forts notamment de Jonathan Denis, nouveau prÃ©sident de l'ADMD et d'Hadrien Clouet, dÃ©putÃ© de Haute Garonne et le tÃ©moignage percutant d'une adhÃ©rente en fin de vie. Une table ronde, animÃ©e par une journaliste de France Bleu Normandie, et rÃ©unissant des intervenantes belge, suisse, espagnole, a permis d'Ã©clairer le dÃ©bat, d'apporter des arguments aux dÃ©tracteurs et de revenir sur pas mal d'idÃ©es reÃ§ues.

Tout d'abord, nous avons Ã©tÃ© invitÃ©s Ã cesser d'opposer soins palliatifs et aide active Ã mourir, les deux devant Ãatre complÃ©mentaires, (pour autant qu'il y ait des unitÃ©s de soins palliatifs partout, ce qui est loin d'Ãatre le cas aujourd'hui !)

Jacqueline Herremans, prÃ©sidente de l'ADMD-Belgique et membre de la Commission fÃ©dÃ©rale de contrÃ´le et d'Ã©valuation de l'euthanasie, a expliquÃ© que la Belgique, riche d'une expÃ©rience de 20 ans dans ce domaine, n'euthanasiait pas Ã tour de bras. La loi belge encadre strictement la pratique. Examens mÃ©dicaux et diffÃ©rents entretiens accompagnent chaque demande. Demande qui doit provenir du patient lui-mÃªme et Ãatre argumentÃ©e, rÃ©itÃ©rÃ©e et ne faire l'objet d'aucune pression extÃ©rieure. Le patient demande, le

mÃ©decin consent Ã mettre un terme Ã des souffrances, psychiques ou physiologiques inapaisables.

Erika Preisig, mÃ©decin gÃ©nÃ©raliste et prÃ©sidente de Life Circle a prÃ©cisÃ© qu'Ã© en Suisse, la mort assistÃ©e existait depuis 40 ans et que le droit de choisir sa mort Ã©tait reconnu comme un droit humain indÃ©pendant mÃªme d'une maladie. Des rÃ©gressions sont cependant Ã l'Å“uvre dans le pays, par des pressions religieuses, par l'ordre des mÃ©decins qui tend Ã rÃ©server l'euthanasie aux seules personnes en situation terminale d'une maladie incurable dont les souffrances sont estimÃ©es insupportables. Le mÃ©decin est-il plus apte que le malade pour dire que la souffrance est intolÃ©rable ? Il est par ailleurs rassurant d'entendre que 2/3 des personnes qui ont eu le Å« feu vert Å» pour l'euthanasie n'y recourent pas, cet accord les aidant Ã mieux vivre, Ã mieux supporter leur souffrance, puisqu'ils savent qu'une solution existe lorsqu'ils ne la supporteront plus.

Lorens Arseguet, secrÃ©taire gÃ©nÃ©rale de Derecho a Morir Dignamente, a exposÃ© quant Ã elle que la loi espagnole Ã©tait beaucoup plus rÃ©cente, puisqu'entrÃ©e en vigueur en juin 2021. Sa mise en application varie selon les rÃ©gions. Pour l'heure, seule la Catalogne a pu produire un premier bilan. Les conditions sont encadrÃ©es : il faut une situation de maladie grave et incurable (mais pas de liste exhaustive de maladies) et rÃ©sider depuis au moins un an en Espagne pour accÃ©der Ã ce service public.

Au terme de cette table ronde, les diffÃ©rents intervenants sont tombÃ©s d'Ã© accord pour reconnaître que, comme dans d'autres domaines, les pressions sur le droit Ã mourir dans la dignitÃ© existent toujours, que les retours en arriÃ¨re ne sont pas exclus, et que comme dit Aragon Å« rien n'est jamais acquis Å»...

De fait, aprÃ¨s 42 ans de militantisme de l'ADMD, on ne peut que constater que le combat est long et semÃ© d'embÃªches, il est similaire par bien des aspects Ã celui que fut la lutte pour l'IVG.

Au printemps 2021 une proposition de loi portÃ©e par Olivier Falorni dÃ©putÃ© n'avait abouti qu'Ã l'adoption du seul premier article, les opposants ayant, par un mÃ©canisme d'obstruction bien connu, dÃ©posÃ© des centaines et des centaines d'amendements pour en bloquer l'adoption.

Les choses avancent nÃ©anmoins mais Ã petits pas de souris. RÃ©cemment, le PrÃ©sident de la RÃ©publique s'est engagÃ© auprÃ¨s de Line Renaud, grande dÃ©fenseuse de la cause, Ã l'occasion d'une remise de mÃ©daille, Ã engager une rÃ©flexion sur le sujet. Suite Ã l'avis rendu par le ComitÃ© Consultatif National d'Ethique (CCNE), il a finalement dÃ©cidÃ© de lancer une convention citoyenne chargÃ©e de rendre ses conclusions en mars 2023, en vue d'envisager, le cas Ã©chÃ©ant, une Ã©volution du cadre lÃ©gal actuel d'ici Ã la fin de l'annÃ©e prochaine. Encore un an Ã attendre alors que les sondages indiquent que plus de 90 % des franÃ§ais sont favorables Ã

Cette nouvelle consultation citoyenne n'Ã©st-elle pas une manÅ“uvre dilatoire ? Ne va-t-elle pas finir archivÃ©e dans un placard ? Ne serait-il pas temps que la loi franÃ§aise accorde aux citoyens le droit d'Ã©teindre la lumiÃ¨re quand ils le souhaitent ?

Categorie

1. Reportages

date crÃ©Ã©e

29/09/2022